

**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr. générale
19 mars 2019
Français
Original : anglais

**Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties à l'Accord de Paris****Rapport de la Conférence des Parties agissant
comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
sur la troisième partie de sa première session,
tenue à Katowice du 2 au 15 décembre 2018****Première partie : Délibérations****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Ouverture de la session (Point 1 de l'ordre du jour).....	1	4
II. Questions d'organisation (Point 2 de l'ordre du jour).....	2–19	4
A. Adoption de l'ordre du jour	2	4
B. Application du règlement intérieur de la Conférence des Parties	3	4
C. Élection de membres supplémentaires du Bureau	4–7	4
D. Organisation des travaux	8–12	5
E. État de la ratification de l'Accord de Paris	13–14	5
F. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs.....	15–16	5
G. Participation.....	17–18	6
H. Documentation.....	19	6
III. Questions se rapportant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris (Point 3 de l'ordre du jour).....	20–25	6
IV. Réunion de haut niveau (Point 4 de l'ordre du jour).....		8
V. Questions diverses (Point 5 de l'ordre du jour).....	26	8
VI. Conclusion des travaux de la session (Point 6 de l'ordre du jour).....	27–34	8
A. Adoption du projet de rapport de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris	32	9
B. Clôture de la session	33–34	9



**Deuxième partie : Mesures prises par la Conférence des Parties
agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
à la troisième partie de sa première session**

**Décisions adoptées par la Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties à l'Accord de Paris**

FCCC/PA/CMA/2018/3/Add.1

Décisions

- 3/CMA.1 Questions se rapportant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris
- 4/CMA.1 Autres directives concernant la section de la décision 1/CP.21 relative à l'atténuation
- 5/CMA.1 Modalités et procédures concernant le fonctionnement et l'utilisation du registre public visé au paragraphe 12 de l'article 4 de l'Accord de Paris
- 6/CMA.1 Calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national visés au paragraphe 10 de l'article 4 de l'Accord de Paris
- 7/CMA.1 Modalités de fonctionnement, programme de travail et fonctions du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, visés par l'Accord de Paris
- 8/CMA.1 Questions relatives à l'article 6 de l'Accord de Paris et aux paragraphes 36 à 40 de la décision 1/CP.21
- 9/CMA.1 Nouvelles directives concernant la communication relative à l'adaptation, notamment intégrée dans la contribution déterminée au niveau national, visée aux paragraphes 10 et 11 de l'article 7 de l'Accord de Paris
- 10/CMA.1 Modalités et procédures concernant le fonctionnement et l'utilisation du registre public visé au paragraphe 12 de l'article 7 de l'Accord de Paris
- 11/CMA.1 Questions visées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21
- 12/CMA.1 Recensement des informations que doivent communiquer les Parties conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris

FCCC/PA/CMA/2018/3/Add.2

Décisions

- 13/CMA.1 Questions relatives au Fonds pour l'adaptation
- 14/CMA.1 Fixation d'un nouvel objectif chiffré collectif en matière de financement conformément au paragraphe 53 de la décision 1/CP.21
- 15/CMA.1 Cadre technologique créé en vertu du paragraphe 4 de l'article 10 de l'Accord de Paris
- 16/CMA.1 Portée et modalités de l'évaluation périodique mentionnée au paragraphe 69 de la décision 1/CP.21
- 17/CMA.1 Moyens de développer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information, de façon à renforcer l'action engagée au titre de l'Accord de Paris
- 18/CMA.1 Modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence des mesures et de l'appui visé à l'article 13 de l'Accord de Paris
- 19/CMA.1 Questions relatives à l'article 14 de l'Accord de Paris et aux paragraphes 99 à 101 de la décision 1/CP.21

- 20/CMA.1 Modalités et procédures pour le bon fonctionnement du comité institué pour faciliter la mise en œuvre et promouvoir le respect des dispositions de l'Accord de Paris, visé au paragraphe 2 de l'article 15 de l'Accord

Résolution

- 3/CMA.1 Expression de gratitude au Gouvernement de la République de Pologne et à la population de la ville de Katowice

I. Ouverture de la session

(Point 1 de l'ordre du jour)

1. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA), convoquée en application du paragraphe 6 de l'article 16 de l'Accord de Paris, a tenu la troisième partie de sa première session du 2 au 14 décembre 2018, au Centre international des congrès de Katowice (Pologne). La 21^e séance¹ de la session a été ouverte par son président, M. Michał Kurtyka, le dimanche 2 décembre 2018².

II. Questions d'organisation

(Point 2 de l'ordre du jour)

A. Adoption de l'ordre du jour

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

2. La CMA a adopté l'ordre du jour de sa première session à sa 5^e séance, le 16 novembre 2016³. L'ordre du jour annoté qui a été adopté figure dans le document FCCC/PA/CMA/2018/1.

B. Application du règlement intérieur de la Conférence des Parties

(Point 2 b) de l'ordre du jour)

3. Conformément au paragraphe 5 de l'article 16 de l'Accord de Paris et à la décision 2/CMA.1, le projet de règlement intérieur de la COP s'applique *mutatis mutandis* au titre de l'Accord de Paris.

C. Élection de membres supplémentaires du Bureau

(Point 2 c) de l'ordre du jour)

4. La CMA a examiné ce point à sa 21^e séance, puis à sa 28^e séance, le 15 décembre.

5. À la 21^e séance, des déclarations ont été faites par des représentants de trois Parties, dont l'Alliance des petits États insulaires⁴. Le Président a pris note de ces interventions et a rappelé qu'à sa 1^{re} séance, le 2 décembre 2018, la COP avait décidé d'examiner le rapport du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques au titre du point 7 de son ordre du jour, intitulé « Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques »⁵. Par conséquent, la décision proposée à la note de bas de page 6 du document FCCC/PA/CMA/2018/1 serait prise par la COP.

6. À la 28^e séance, le Président a informé la CMA que deux membres du Bureau ne représentaient pas des Parties à l'Accord de Paris. La CMA devait par conséquent élire deux membres supplémentaires du Bureau qui représenteraient des Parties à l'Accord. Sur proposition du Président, la COP a élu M. Amjad Abdulla (Maldives) Vice-Président représentant les États d'Asie et du Pacifique. Le Président a remercié le membre sortant,

¹ Les séances de la CMA dont il est fait mention dans le présent document sont des séances plénières.

² La troisième partie de la première session de la CMA s'est tenue parallèlement à la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties (COP) et à la quatorzième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP). Les délibérations de la COP et de la CMP font l'objet de rapports distincts (FCCC/CP/2018/10 et FCCC/KP/CMP/2018/8, respectivement). Les délibérations des séances communes de la COP, de la CMP et de la CMA qui ont eu lieu pendant les sessions figurent dans le rapport de la COP et font l'objet de renvois dans les rapports de la CMP et de la CMA.

³ FCCC/PA/CMA/2016/3, par. 4.

⁴ Les trois interventions sont disponibles à l'adresse <https://unfccc-cop24.streamworld.de/webcast/first-plenary-meetings-of-the-cop-and-cmp-and-resu>.

⁵ FCCC/CP/2018/10, par. 83.

M. Khalid Abuleif (Arabie saoudite), d'avoir conseillé et soutenu le Bureau pendant l'année écoulée.

7. À la même séance, le Président a pris note que la candidature du Vice-Président représentant les États d'Europe orientale était manquante⁶. Il a engagé les Parties à poursuivre leurs consultations et à soumettre la candidature manquante à la Secrétaire exécutive dans les meilleurs délais et au plus tard le 28 février 2019. Conformément à la pratique établie, une fois que la Secrétaire exécutive aurait reçu celle-ci, le candidat désigné serait réputé élu à la troisième partie de la première session de la CMA⁷.

D. Organisation des travaux

(Point 2 d) de l'ordre du jour)

8. À la 21^e séance, le Président a appelé l'attention de la CMA sur les annotations à l'ordre du jour provisoire et a proposé que la CMA suive l'organisation des travaux convenue par la COP⁸.

9. Le Président a pris note que les organes subsidiaires achèveraient leurs travaux le 8 décembre.

10. La CMA a décidé de procéder comme l'avait proposé le Président.

11. Le 2 décembre, une réunion plénière conjointe de la COP, de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), de la CMA, de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et du Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris s'est tenue pour entendre des déclarations liminaires⁹.

12. Le Président a organisé deux séances plénières informelles les 11 et 13 décembre pour faire le point des progrès accomplis et faire part des dispositions à prendre afin que les travaux soient couronnés de succès¹⁰.

E. État de la ratification de l'Accord de Paris

(Point 2 e) de l'ordre du jour)

13. À la 21^e séance, le Président a informé la CMA qu'au 1^{er} décembre 2018, 184 Parties à la Convention avaient ratifié l'Accord de Paris.

14. Sur proposition du Président, la CMA a pris note de cette information et invité les Parties à la Convention qui ne l'avaient pas encore fait à accélérer leur ratification. Aucun nouvel instrument d'acceptation n'avait été reçu pendant la session.

F. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

(Point 2 f) de l'ordre du jour)

15. À la 28^e séance, le 14 décembre, le Président a fait état du rapport sur la vérification des pouvoirs¹¹, dans lequel il était indiqué que le Bureau, conformément à l'article 20 du projet de règlement intérieur tel qu'il était appliqué, avait examiné et approuvé les pouvoirs des représentants des Parties.

⁶ Voir le document FCCC/CP/2018/10, par. 15.

⁷ On trouvera la liste des membres du Bureau de la vingt-quatrième session de la COP, de la quatorzième session de la CMP et de la troisième partie de la première session de la CMA dans le document FCCC/CP/2018/10, par. 16.

⁸ Voir le document FCCC/CP/2018/10, par. 19 à 31 et 35.

⁹ Voir le document FCCC/CP/2018/10, par. 30 et 31.

¹⁰ Les enregistrements Internet sont disponibles aux adresses <https://unfccc-cop24.streamworld.de/webcast/presidency-stocktaking-meeting> et <https://unfccc-cop24.streamworld.de/webcast/stocktaking-plenary>.

¹¹ FCCC/CP/2018/9–FCCC/KP/CMP/2018/7–FCCC/PA/CMA/2018/2.

16. À la même séance, compte tenu du rapport du Bureau et des pouvoirs supplémentaires présentés, la CMA a approuvé les pouvoirs des Parties participant à la session¹².

G. Participation

17. Des informations concernant la participation aux sessions tenues à Katowice sont disponibles sur le site Web de la Convention¹³.

18. Conformément à la décision 2/CMA.1, les décisions prises par la COP sur l'admission d'organisations en qualité d'observateurs s'appliquent également à la CMA. On trouvera la liste des organisations nouvellement admises en qualité d'observateurs aux sessions de la COP, de la CMP et de la CMA dans le document FCCC/CP/2018/2¹⁴.

H. Documentation

19. Les documents dont la CMA était saisie à la troisième partie de sa première session peuvent être consultés sur le site Web de la Convention¹⁵.

III. Questions se rapportant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris

(Point 3 de l'ordre du jour)

20. À sa 21^e séance, la CMA a pris note que la COP examinerait le point 4 de son ordre du jour, intitulé « Préparatifs de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris », pendant la deuxième semaine de la conférence, après que les organes subsidiaires auraient achevé leurs travaux.

21. Sur proposition du Président, la CMA a décidé de reprendre l'examen de ce point de l'ordre du jour après que la COP eut été saisie du point 4 de l'ordre du jour.

22. À sa 26^e séance, le 14 décembre, la CMA a pris note que la COP avait adopté la décision 1/CP.24, intitulée « Préparatifs de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris », et avait adressé les projets qui y sont énumérés à la CMA, pour examen et adoption.

23. A la même séance, le Président a rappelé que l'Organe subsidiaire de mise en œuvre avait aussi recommandé deux projets de décision à la CMA, pour examen et adoption (voir les paragraphes 24 c) et n) ci-après).

24. Sur proposition du Président, la CMA a adopté la décision 3/CMA.1, intitulée « Questions se rapportant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris », dans laquelle elle a décidé d'adopter les décisions suivantes, communément appelées Ensemble de règles de Katowice par le Président :

a) Décision 4/CMA.1 intitulée « Autres directives concernant la section de la décision 1/CP.21 relative à l'atténuation » ;

¹² On trouvera la liste des pouvoirs supplémentaires présentés après la publication du rapport sur la vérification des pouvoirs dans le document FCCC/CP/2018/10, par. 45.

¹³ Pour une liste complète des représentants ayant participé à la session, voir le document FCCC/CP/2018/INF.3. Pour une liste des Parties à l'Accord de Paris, voir le site de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXVII-7-d&chapter=27&clang=_en.

¹⁴ Pour un compte rendu détaillé des délibérations concernant le point subsidiaire de l'ordre du jour de la COP relatif à l'admission d'organisations en qualité d'observateurs, voir le document FCCC/CP/2018/10, par. 17 et 18.

¹⁵ <https://unfccc.int/event/cma-1-3>.

b) Décision 5/CMA.1 intitulée « Modalités et procédures concernant le fonctionnement et l'utilisation du registre public visé au paragraphe 12 de l'article 4 de l'Accord de Paris » ;

c) Décision 6/CMA.1 intitulée « Calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national visés au paragraphe 10 de l'article 4 de l'Accord de Paris » ;

d) Décision 7/CMA.1 intitulée « Modalités de fonctionnement, programme de travail et fonctions du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, visés par l'Accord de Paris »¹⁶ ;

e) Décision 8/CMA.1 intitulée « Questions relatives à l'article 6 de l'Accord de Paris et aux paragraphes 36 à 40 de la décision 1/CP.21 » ;

f) Décision 9/CMA.1 intitulée « Nouvelles directives concernant la communication relative à l'adaptation, notamment intégrée dans la contribution déterminée au niveau national, visée aux paragraphes 10 et 11 de l'article 7 de l'Accord de Paris » ;

g) Décision 10/CMA.1 intitulée « Modalités et procédures concernant le fonctionnement et l'utilisation du registre public visé au paragraphe 12 de l'article 7 de l'Accord de Paris » ;

h) Décision 11/CMA.1 intitulée « Questions visées aux paragraphes 41, 42 et 45 de la décision 1/CP.21 » ;

i) Décision 12/CMA.1 intitulée « Recensement des informations que doivent communiquer les Parties conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris » ;

j) Décision 13/CMA.1 intitulée « Questions relatives au Fonds pour l'adaptation » ;

k) Décision 14/CMA.1 intitulée « Fixation d'un nouvel objectif chiffré collectif en matière de financement conformément au paragraphe 53 de la décision 1/CP.21 » ;

l) Décision 15/CMA.1 intitulée « Cadre technologique créé en vertu du paragraphe 4 de l'article 10 de l'Accord de Paris » ;

m) Décision 16/CMA.1 intitulée « Portée et modalités de l'évaluation périodique mentionnée au paragraphe 69 de la décision 1/CP.21 » ;

n) Décision 17/CMA.1 intitulée « Moyens de développer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information, de façon à renforcer l'action engagée au titre de l'Accord de Paris » ;

o) Décision 18/CMA.1 intitulée « Modalités, procédures et lignes directrices aux fins du cadre de transparence des mesures et de l'appui visé à l'article 13 de l'Accord de Paris »¹⁷ ;

p) Décision 19/CMA.1 intitulée « Questions relatives à l'article 14 de l'Accord de Paris et aux paragraphes 99 à 101 de la décision 1/CP.21 » ;

q) Décision 20/CMA.1 intitulée « Modalités et procédures pour le bon fonctionnement du comité institué pour faciliter la mise en œuvre et promouvoir le respect des dispositions de l'Accord de Paris, visé au paragraphe 2 de l'article 15 de l'Accord » ;

25. La Secrétaire exécutive a félicité la CMA de l'adoption de la décision 3/CMA.1 et a lu un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies¹⁸.

¹⁶ Par cette décision, les Parties ont été invitées à soumettre des candidatures pour les membres qui siègeraient au Comité de Katowice sur les impacts le 15 avril 2019 au plus tard.

¹⁷ Le texte relatif aux « Modalités de comptabilisation des ressources financières fournies et mobilisées par des interventions publiques conformément au paragraphe 7 de l'article 9 de l'Accord de Paris » figure dans le chapitre V de l'annexe de la décision 18/CMA.1

¹⁸ Disponible à l'adresse <https://unfccc-cop24.streamworld.de/webcast/26th-plenary-meeting-of-the-cma-upon-completion-of>.

IV. Réunion de haut niveau

(Point 4 de l'ordre du jour)¹⁹

V. Questions diverses

(Point 5 de l'ordre du jour)

26. À sa 28^e séance, la CMA a indiqué qu'aucune autre question n'avait été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

VI. Conclusion des travaux de la session

(Point 6 de l'ordre du jour)

27. À la 11^e séance de la COP tenue conjointement avec la 9^e séance de la CMP et la 27^e séance de la CMA le 14 décembre, des représentants de groupes de Parties et d'organisations admises en qualité d'observateurs ont prononcé des déclarations finales²⁰.

28. À la 28^e séance de la CMA, le Secrétaire exécutif adjoint a donné une estimation préliminaire des incidences administratives et budgétaires de quelques-unes des décisions adoptées pendant la session, conformément à l'article 15 du projet de règlement intérieur appliqué.

29. Le Secrétaire exécutif adjoint a informé la CMA que des ressources seraient nécessaires, en sus de celles inscrites au budget de base approuvé pour l'exercice biennal 2018-2019, pour financer la mise en œuvre de plusieurs dispositions des décisions adoptées à cette session aux fins de l'application de l'Accord de Paris. Il a indiqué que les ressources supplémentaires nécessaires à l'exécution en 2019 des activités découlant de ces décisions qui devaient provenir du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires s'élevaient à 2,1 millions d'euros répartis comme suit :

- a) 370 000 euros pour les activités découlant de la décision 3/CMA.1 ;
- b) 50 000 euros pour les activités découlant de la décision 5/CMA.1 ;
- c) 230 000 euros pour les activités découlant de la décision 7/CMA.1, sachant que le forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre relève des trois organes directeurs et que des ressources additionnelles pourraient être nécessaires si d'autres activités au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto lui étaient confiées aux prochaines sessions des organes subsidiaires ;
- d) 400 000 euros pour les activités découlant de la décision 8/CMA.1 ;
- e) 10 000 euros pour les activités découlant de la décision 9/CMA.1 ;
- f) 50 000 euros pour les activités découlant de la décision 10/CMA.1 ;
- g) 150 000 euros pour les activités découlant de la décision 12/CMA.1 ;
- h) 115 000 euros pour les activités découlant de la décision 13/CMA.1 ;
- i) 100 000 euros pour les activités découlant de la décision 16/CMA.1 ;
- j) 390 000 euros pour les activités découlant de la décision 18/CMA.1 ;
- k) 110 000 euros pour les activités découlant du chapitre V de l'annexe de la décision 18/CMA.1 ;
- l) 120 000 euros pour les activités découlant de la décision 19/CMA.1.

30. Le montant estimatif total des ressources budgétaires nécessaires à l'exécution des activités prévues dans l'exercice biennal 2020-2021 à l'appui du processus intergouvernemental et découlant des décisions adoptées par la CMA à cette session s'élève à environ 20 millions d'euros. Le représentant a fait observer qu'il s'agissait d'un montant provisoire calculé sur la base des informations disponibles à ce moment-là.

¹⁹ Voir le document FCCC/CP/2018/10, par. 139 à 144.

²⁰ Voir le document FCCC/CP/2018/10, par. 148 et 149.

31. Le Secrétaire exécutif adjoint a déclaré que le secrétariat s'en remettait à la constante générosité des Parties pour que ces activités soient financées en temps voulu et de manière prévisible car sans leurs contributions, le secrétariat serait dans l'impossibilité d'exécuter les activités prescrites.

A. Adoption du projet de rapport de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris

(Point 6 a) de l'ordre du jour)

32. À sa 28^e séance, la CMA a examiné le projet de rapport sur la troisième partie de sa première session et, sur proposition du Président, a autorisé le Rapporteur à achever ledit rapport selon les indications du Président et avec le concours du secrétariat.

B. Clôture de la session

(Point 6 b) de l'ordre du jour)

33. À sa 28^e séance, sur proposition du Président, la CMA a adopté la résolution 3/CMA.1 intitulée « Expression de gratitude au Gouvernement de la République de Pologne et à la population de la ville de Katowice ».

34. Le Président a ensuite prononcé la clôture de la première session de la CMA.
